

**Assemblée générale**

Soixante-quatorzième session

Documents officiels

Distr. générale
10 janvier 2020
Français
Original : anglais

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 47^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 15 novembre 2019, à 10 heures

Président : M. Braun. (Luxembourg)
puis : M. Yaremenko (Vice-Président) (Ukraine)

SommairePoint 25 de l'ordre du jour : Développement social (*suite*)

- b) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille (*suite*)

Point 61 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (*suite*)Point 66 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'enfant (*suite*)

- a) Promotion et protection des droits de l'enfant (*suite*)

Point 70 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme (*suite*)

- b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



La séance est ouverte à 10 heures.

Point 25 de l'ordre du jour : Développement social
(suite)

b) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille (suite)
(A/C.3/74/L.17/Rev.1)

Projet de résolution A/C.3/74/L.17/Rev.1 : Promouvoir l'intégration sociale par l'inclusion sociale

1. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

2. **M. Rivera Roldan** (Pérou), présentant le projet de résolution, dit que, dans le texte, l'Assemblée générale reconnaît l'importance de l'intégration sociale et de la création de sociétés ouvertes à tous, où chacun(e) peut pleinement exercer ses droits et apporter sa contribution. À la lumière du Programme de développement durable à l'horizon 2030, une nouvelle approche basée sur les droits et l'égalité des genres a été adoptée, soulignant le caractère intégré et indivisible des objectifs de développement durable.

3. De nombreuses personnes n'ont toujours pas la possibilité de participer pleinement à la vie civile, politique, sociale ou économique de leur pays en raison de leur genre, de leur âge, de leur race ou origine ethnique, ou encore de leur handicap. Les gouvernements sont donc encouragés à élaborer des politiques, initiatives et programmes sociaux plus inclusifs, notamment afin d'élargir l'accès à l'éducation et aux services financiers, et réduire la fracture numérique, autant de domaines qui revêtent une importance cruciale pour progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable, mettre fin à la pauvreté et promouvoir l'autonomisation des plus vulnérables.

4. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les délégations suivantes se portent coauteurs du projet de résolution : Afghanistan, Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Cabo Verde, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, El Salvador, Espagne, Estonie, Finlande, Grèce, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Jamaïque, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malte, Maroc, Mexique, Mongolie, Monténégro, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République centrafricaine, Roumanie, Saint-Marin, Serbie, Seychelles, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Tchèque,

Thaïlande, Turquie et Uruguay. Il précise ensuite que les délégations suivantes souhaitent également se porter coauteurs : Guinée équatoriale, Macédoine du Nord, Maldives, Mali, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique du Congo, République dominicaine, Tadjikistan, Togo et Ukraine.

5. **M^{me} Fangco** (Philippines) fait savoir qu'aux Philippines, les soins de santé universels et les programmes de transfert monétaire assorti de conditions ont une incidence considérable sur la vie des Philippines. Une gestion saine des finances publiques, notamment de la dette, joue également un rôle très important pour lutter contre la pauvreté et les inégalités de revenus en assurant la mise en œuvre en temps voulu des programmes et projets sociaux prioritaires. Sachant que les personnes handicapées sont à la fois des agents et des bénéficiaires du développement, et compte tenu de la nécessité de promouvoir leurs droits et de favoriser leur participation dans l'exécution du Programme 2030, le Gouvernement philippin soutient leur participation accrue aux processus politiques et un meilleur accès aux services sociaux.

6. *Le projet de résolution A/C.3/74/L.17/Rev.1 est adopté.*

7. **M^{me} Hassan** (Égypte) déclare que l'Égypte met l'accent sur le respect des droits fondamentaux de tous sans discrimination. Il est toutefois important de préciser que le thème de l'intégration sociale par l'inclusion sociale, tel qu'il est abordé dans le projet de résolution, est tout à fait particulier. La délégation égyptienne ne considère pas qu'il s'agisse d'une formule consensuelle susceptible d'être adoptée pour d'autres résolutions.

8. **M^{me} Simpson** (États-Unis d'Amérique) déclare que la délégation des États-Unis d'Amérique s'est associée au consensus sur le projet de résolution. En ce qui concerne les références, dans le projet de résolution, au Programme 2030, au Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, à la crise économique et financière et au Nouveau Programme pour les villes, la délégation américaine a fait part de ses préoccupations dans une déclaration détaillée prononcée à la 44^e séance (voir A/C.3/74/SR.44).

9. Les États-Unis sont fermement engagés à assurer l'égalité d'accès à l'éducation et à promouvoir la réussite des élèves et l'apprentissage tout au long de la vie. Dans le projet de résolution, les appels lancés aux gouvernements pour promouvoir divers aspects de l'éducation, y compris les programmes scolaires et autres, s'entendent toutefois comme étant adaptés et

compatibles avec les administrations américaines au niveau fédéral, local et des États fédérés.

Point 61 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (suite)
(A/C.3/74/L.59)

Projet de résolution A/C.3/74/L.59 : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

10. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

11. **M. Hermann** (Danemark), présentant le projet de résolution au nom des pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède), dit que la résolution d'ensemble sur le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) est un texte purement humanitaire et apolitique visant à soutenir le Haut-Commissariat dans la fourniture permanente d'une protection internationale et d'une assistance humanitaire et la recherche de solutions durables pour les personnes relevant de son mandat.

12. Certains passages du projet de résolution portent sur l'exécution du pacte mondial sur les réfugiés et le tout premier Forum mondial sur les réfugiés, qui se tiendra à Genève en décembre 2019. L'appui en faveur de ce pacte permettra à la communauté internationale d'apporter une réponse collective plus efficace au problème des déplacements forcés, qui constitue l'un des défis majeurs à l'échelle mondiale. Au cours de longues négociations à Genève, les préoccupations de tous les États Membres ont été pleinement et dûment prises en compte afin de parvenir à un appui et un accord aussi larges que possible sur de nombreux sujets difficiles, dans l'intérêt du HCR et des personnes qu'il sert. Il est donc profondément regrettable qu'un État Membre ait demandé un vote, car le HCR mérite le solide appui conféré par le consensus. Tous les États Membres devraient soutenir le projet de résolution et voter en faveur de son adoption.

13. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les délégations suivantes se portent coauteurs du projet de résolution : Afghanistan, Albanie, Andorre, Arménie, Azerbaïdjan, Belize, Bénin, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Brésil, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Égypte, El Salvador, Fidji, Haïti, Liban, Libéria, Macédoine du Nord, Maroc, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Panama, République centrafricaine, République de Corée, Serbie et Zambie. Il note ensuite que les délégations suivantes souhaitent

également se porter coauteurs : Guinée équatoriale, Mali, Qatar et Seychelles.

14. **M. Dogan** (Croatie), s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bulgarie, de Chypre, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Italie, de la Lettonie, de la Lituanie, du Luxembourg, de Malte, des Pays-Bas, du Portugal, de la Roumanie, du Royaume-Uni, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède et de la Tchéquie, regrette profondément qu'un vote ait été demandé sur une résolution humanitaire aussi importante. Le déplacement forcé est un phénomène mondial qui exige des solutions mondiales, et le texte du projet de résolution constitue un moyen important pour la communauté internationale de réaffirmer son soutien en faveur du mandat et du travail du HCR.

15. Les négociations ont été longues mais menées avec diligence, équité et transparence en vue de maintenir le consensus et de parvenir à un texte acceptable pour tous, grâce à l'utilisation d'un libellé préalablement convenu dans les paragraphes pertinents. La coopération internationale et l'appui apporté au HCR sont des questions cruciales qui exigent une action responsable. Mettre à mal le consensus sur un texte objectivement humanitaire ne pourrait qu'avoir des conséquences négatives pour les bénéficiaires des travaux essentiels réalisés par le HCR. Les délégations de ces pays voteront donc en faveur du projet de résolution et appelle les autres États à faire de même.

Explications de vote avant le vote

16. **M. Al Khalil** (République arabe syrienne) précise que la délégation syrienne a participé activement aux négociations à Genève et regrette que ses principales préoccupations n'aient pas été intégrées dans le texte, en particulier les causes profondes du déplacement forcé, dont les plus importantes sont le terrorisme, l'agression et l'occupation étrangères et les mesures coercitives unilatérales, ainsi que le lien entre le retour volontaire des réfugiés et les progrès réalisés dans le processus politique. Le projet de résolution aurait dû mettre l'accent sur l'aspect humanitaire des activités du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Pour ces raisons, la délégation syrienne rejette le projet de résolution sous sa forme actuelle et a demandé un vote enregistré.

17. **M. Kashaev** (Fédération de Russie) dit que la Fédération de Russie soutient le travail du HCR et considère qu'il relève admirablement les défis que représente la mise en place du régime de protection internationale en faveur des réfugiés et des autres

catégories de personnes sous sa responsabilité, en particulier compte tenu du contexte actuel difficile. La délégation de la Fédération de Russie votera en faveur du projet de résolution. Elle interprète l'expression « partage des charges » dans le sens que lui confèrent la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et son Protocole de 1967, c'est-à-dire comme une manifestation de la solidarité de la communauté internationale face au problème des réfugiés, et non comme l'imposition d'obligations financières ou juridiques supplémentaires à son pays, y compris dans le cadre de l'accueil de réfugiés sur son territoire.

18. **M. Hassani Nejad Pirkouhi** (République islamique d'Iran) déclare que la seule résolution d'ensemble sur la situation des réfugiés, qui constitue une question humanitaire ayant de graves incidences sur la protection des droits fondamentaux, devrait refléter pleinement et équitablement les principaux défis auxquels sont confrontés les réfugiés dans le monde. Il est regrettable que les principaux coauteurs n'aient pas tenu compte des changements fondamentaux et spectaculaires survenus dans la crise mondiale des réfugiés. Les pays ayant entraîné l'afflux massif de réfugiés en raison de leur politique étrangère basée sur l'agression, l'occupation et, plus récemment, sur des mesures coercitives unilatérales, ne devraient pas être autorisés à tracer des lignes rouges en matière de protection des réfugiés alors même qu'ils ferment leurs propres portes et compromettent la capacité des pays d'accueil à apporter un soutien aux réfugiés. De telles mesures prises par les États-Unis, notamment, ont fait en sorte que le Gouvernement iranien et le HCR ont eu de la difficulté à répondre de manière adéquate aux besoins fondamentaux des réfugiés en République islamique d'Iran, qui, ces quarante dernières années, a dû faire face aux plus importantes situations de réfugiés prolongées dans le monde. Il est à la fois injuste et déraisonnable de s'attendre à ce qu'un pays visé par une guerre économique génocidaire porte seul le fardeau de ces actes illégaux. On ne peut ignorer les voix et les besoins de millions de réfugiés pour la simple satisfaction d'un protagoniste qui continue d'enfreindre leurs droits.

19. Le projet de résolution perdra de sa crédibilité et de son efficacité si l'on continue d'ignorer les réalités actuelles sur le terrain parce que l'on ne parvient pas à relever les nouveaux défis et que l'on maintient le statu quo. Malgré les tentatives de bonne foi entreprises par la délégation de la République islamique d'Iran pour s'engager dans les négociations, le texte n'aborde toujours pas les défis auxquels sont confrontés les réfugiés en Iran. Par solidarité avec la tragédie que vivent les réfugiés dans le monde entier, et pour

démontrer son soutien au mandat du HCR, la délégation de la République islamique d'Iran ne contestera pas l'adoption du projet de résolution. Toutefois, elle s'abstiendra de voter pour exprimer son mécontentement à l'égard du processus et du texte final.

20. *Il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution A/C.3/74/L.59.*

Votent pour ;

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, Qatar, République de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Tchèque, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

Votent contre ;

République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée

S'abstiennent :

Érythrée, Hongrie, Iran (République islamique d'), Libye, Pologne

21. *Le projet de résolution A/C.3/74/L.59 est adopté par 169 voix contre 2, avec 5 abstentions.*

22. **M. Poveda Brito** (République bolivarienne du Venezuela) dit que la délégation vénézuélienne a voté en faveur du projet de résolution, en raison du rôle important du HCR dans la mise en œuvre du droit international humanitaire et du pacte mondial sur les réfugiés défini en 2018. Étant donné qu'un certain nombre de pays en développement demeurent préoccupés face à la complexité du phénomène des réfugiés, les questions connexes devraient être abordées au cours des différentes phases de la mise en œuvre du pacte. La délégation vénézuélienne rejette l'instrumentalisation politique de la protection des réfugiés, de l'asile politique et des migrations. Elle rejette également l'argument selon lequel la mobilité humaine devrait être traitée comme une question de sécurité par certains pays pour des raisons de politique intérieure.

23. Il est nécessaire que la communauté internationale et le HCR examinent les causes structurelles du phénomène, notamment en ce qui concerne l'imposition illégale de mesures unilatérales coercitives par des pays puissants à l'encontre des pays en développement, en violation du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, ainsi que de la Charte des Nations Unies. Il convient de respecter le mandat du HCR, tel qu'il est défini dans les résolutions 428 (V) et 46/182 de l'Assemblée générale, ainsi que les principes humanitaires de neutralité, d'humanité et d'impartialité, qui sont essentiels pour garantir la non-politisation.

24. **M^{me} Nemroff** (États-Unis d'Amérique) déclare que la délégation américaine a voté en faveur du projet de résolution afin de souligner son soutien envers le travail réalisé par le HCR en matière de protection et d'aide humanitaire et pour assurer le respect de la dignité des réfugiés, des personnes déplacées, des apatrides et des autres personnes relevant de sa compétence. L'atténuation de la souffrance humaine et la fourniture d'une assistance raisonnée, impartiale et axée sur les besoins doivent être au cœur des opérations du HCR et de toute action humanitaire. La délégation américaine apprécie en particulier la souplesse et l'esprit de collaboration décrits dans les paragraphes relatifs au pacte mondial sur les réfugiés, le partage

efficace et effectif des charges et des responsabilités, l'accroissement du nombre d'acteurs engagés et l'importance de répondre aux besoins des personnes dans le contexte des mouvements diversifiés, ainsi que les passages qui condamnent la violence contre le personnel humanitaire et les personnes concernées.

25. Regrettant que le projet de résolution contienne des termes contraires à la politique des États-Unis, la délégation américaine souhaite toutefois se dissocier du consensus sur le paragraphe relatif à la détention arbitraire. Les États-Unis se joignent à la communauté internationale pour s'opposer aux arrestations et détentions arbitraires, qui violent les droits de l'homme et les libertés fondamentales et sapent l'État de droit, conformément à la Constitution et aux lois des États-Unis et à leurs obligations et engagements nationaux en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, du Protocole relatif au statut des réfugiés de 1967 et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

26. Dans certains cas, la législation américaine exige que certaines personnes, notamment les migrants, les demandeurs d'asile et les apatrides, restent en détention préventive, en attendant le jugement sur leur statut migratoire pour des raisons de sécurité publique et nationale. Cette approche est conforme au droit souverain des États-Unis d'appliquer leurs lois sur l'immigration et de déterminer qui admettre sur leur territoire, sous réserve des obligations internationales. Une alternative au programme de détention est déjà utilisée et, s'il elle s'est avérée efficace à des fins de contrôle, elle ne l'a pas été pour faire en sorte que les immigrants se présentent devant le tribunal ou respectent d'autres conditions de mise en liberté.

27. **M^{me} Donatirin** (Indonésie) dit que la délégation indonésienne a voté en faveur du projet de résolution et souligne qu'il faut éviter de prolonger le débat sur la question de la stabilité politique et économique, car cela détourne l'attention et nuit à la recherche de solutions concrètes à la crise mondiale massive des réfugiés qui sévit actuellement. Bien que l'Indonésie ne soit pas un État partie à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et à son Protocole de 1967, ni membre d'un quelconque organe du HCR, le Gouvernement indonésien reconnaît qu'aucun pays n'est à l'abri des effets de la crise actuelle.

28. La délégation indonésienne a voté en faveur du projet de résolution pour un certain nombre de raisons. Premièrement, il permettra de renforcer l'action internationale collective menée pour que les États respectent davantage les engagements pris, car il prend en considération les diverses responsabilités et les

capacités des États en matière de gestion des crises de réfugiés. Pour faire face à la crise, il faut des engagements communs forts, en particulier de la part des parties à la Convention et au Protocole, et une répartition équitable des responsabilités afin d'alléger le fardeau des pays en développement, qui sont davantage touchés par cette crise sans précédent. Deuxièmement, la résolution d'ensemble sert de fondement en matière de soutien et d'orientation, permettant au HCR de continuer à s'acquitter de son mandat en tant que principale organisation assurant la protection des réfugiés et la promotion de solutions durables pour ces derniers pendant la crise. Troisièmement, elle pourrait permettre de préparer le terrain en vue d'un Forum mondial sur les réfugiés fructueux et constructif.

29. **M. Butt** (Pakistan) souligne que, en tant que pays faisant face à la plus grande situation de réfugiés prolongée dans le monde et actuellement deuxième plus grand pays d'accueil de réfugiés, le Pakistan demeure attaché à la cause des réfugiés dans le monde entier. Les nouvelles modalités et solutions devraient respecter les principes humanitaires et apporter la stabilité aux pays d'origine et aux communautés d'accueil. Elles ne devraient pas alourdir la charge des pays d'accueil déjà aux prises avec des problèmes de développement. L'augmentation du nombre de réfugiés reflète la nécessité de prévenir et de résoudre les conflits, de réduire les inégalités, d'éliminer la pauvreté et de promouvoir le droit au développement pour tous.

30. Le respect du droit international et de la Charte des Nations Unies pourrait éviter l'irruption des crises de réfugiés. Le regain d'attention manifesté ces dernières années par la communauté internationale laisse envisager une prise de responsabilité collective en vue de faciliter la vie des réfugiés, notamment avec le prochain Forum mondial sur les réfugiés. L'ampleur de la crise humanitaire actuelle exige de consolider et non d'affaiblir le consensus international sur la question. Il est donc regrettable que la résolution d'ensemble sur le HCR ait été soumise au vote pour la deuxième année consécutive. Si la délégation pakistanaise voit un certain mérite dans les arguments avancés par les délégations iranienne et syrienne, elle a voté en faveur du projet de résolution dans l'intérêt du maintien du consensus et invite instamment tous les États Membres à œuvrer en vue de renforcer davantage le consensus mondial sur les questions humanitaires dans un esprit tout aussi constructif à l'avenir.

31. **M. Radomski** (Pologne) dit que le Gouvernement polonais soutient l'idée d'une coopération et d'une action à l'échelle mondiale pour trouver des solutions à la situation des réfugiés, tout en maintenant le droit de chaque État de prendre des décisions souveraines sur

l'étendue et la forme de son engagement. Le Gouvernement a considérablement renforcé ses efforts à cet égard, en particulier sous la forme d'une aide humanitaire financière et structurelle octroyée aux régions d'origine, notamment en participant à la construction d'infrastructures éducatives et médicales.

32. Toutefois, la délégation polonaise ne soutient pas le pacte mondial sur les réfugiés dans sa globalité, ni la priorité accordée à la réinstallation et aux formes complémentaires d'admission par rapport à d'autres solutions durables et outils de soutien aux situations de réfugiés. Les dispositions du projet de résolution sont donc considérées comme étant sans préjudice de la position de la délégation polonaise à l'égard du pacte mondial et de la compétence nationale, en particulier le droit souverain de déterminer quels instruments doivent être utilisés pour soutenir les réfugiés et les États accueillant des réfugiés. Pour ces raisons, la délégation polonaise s'est abstenue lors du vote.

33. **M. Roscoe** (Royaume-Uni) fait savoir que la délégation du Royaume-Uni soutient fermement à la fois le projet de résolution et le travail extrêmement important réalisé par le HCR pour répondre aux déplacements forcés dans le monde entier. Elle regrette profondément l'appel au vote, une décision de la délégation syrienne qui est dictée par des motifs politiques et qui ignore manifestement la nature humanitaire du projet de résolution. La communauté internationale a l'obligation de s'unir pour soutenir le HCR dans son travail dont l'objectif est de mettre en place un solide régime international en matière de protection des réfugiés.

34. Les dérogations pour raison humanitaire constituent une pratique bien établie pour garantir la continuité de l'acheminement de l'aide humanitaire aux pays soumis à des régimes de sanctions et l'adoption de mesures supplémentaires afin d'atténuer les conséquences involontaires. Au lieu de profiter de ces possibilités, les autorités syriennes s'emploient activement à empêcher l'aide humanitaire d'atteindre ceux qui en ont désespérément besoin, en violation flagrante du droit humanitaire international. La décision de demander un vote sur le projet de résolution est d'autant plus regrettable que le premier Forum mondial sur les réfugiés est imminent et que la communauté internationale devrait s'unir pour présenter un message commun de solidarité aux réfugiés du monde entier. C'est dans cet esprit que la délégation du Royaume-Uni a voté en faveur du projet de résolution.

35. **M^{me} Cohen** (Australie) dit que le Gouvernement australien est déterminé à relever le défi sans précédent que pose l'augmentation des déplacements de

population dans le monde. La délégation australienne réaffirme son soutien continu envers le HCR et son mandat qui consiste à protéger les réfugiés et les autres personnes relevant de sa compétence et à trouver des solutions durables à leur déplacement. En ce qui concerne le consentement des États et les activités du HCR relatives à la protection et à l'assistance aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, tel que décrit au paragraphe 10 du projet de résolution, le droit international humanitaire fait valoir que, dans les situations de conflit armé, il incombe au premier chef aux États de répondre aux besoins fondamentaux des populations sous leur contrôle, y compris en autorisant des secours humanitaires neutres et impartiaux. Le consentement à une aide humanitaire de principe ne doit pas être refusé pour des raisons arbitraires, et les besoins spécifiques des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays doivent être pris en compte conformément aux Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays.

36. **M^{me} Pongor** (Hongrie) déclare que la délégation hongroise est attachée au respect des instruments juridiques internationaux dans le domaine du droit des réfugiés et exprime sa reconnaissance au HCR pour le travail qu'il accomplit en faveur des réfugiés. Elle s'est toutefois abstenue de voter, car la résolution d'ensemble sur le HCR ne reflète pas la position de la délégation hongroise sur tous les aspects, notamment en ce qui concerne le concept de solidarité et le pacte mondial sur les réfugiés, que le Gouvernement hongrois ne soutient pas.

37. Le Gouvernement hongrois est profondément préoccupé par le nombre record de personnes déplacées dans le monde et convient pleinement que la communauté internationale a la responsabilité de leur venir en aide. Gardant à l'esprit que tout déplacement doit être de nature temporaire, le Gouvernement hongrois considère toutefois que la réinstallation ne constitue pas un moyen d'exprimer sa solidarité avec les personnes touchées par le conflit. Le partage des charges et la solidarité pourraient prendre différentes formes, notamment avec l'aide humanitaire et l'aide au développement aux pays directement touchés ou encore la fourniture de services et d'infrastructures aux pays d'accueil. Le Gouvernement hongrois a notamment fourni une aide de ce type par l'intermédiaire d'instruments de développement international et du programme Hungary Helps. En 2019, le Ministère hongrois des affaires étrangères et du commerce a lancé un programme de développement global en Ouganda, comprenant une assistance aux réfugiés et aux demandeurs d'asile présents dans le pays, dans le but de

créer une paix et une stabilité durables et de s'attaquer ainsi aux causes profondes de la migration.

38. Il est aussi extrêmement important d'empêcher les populations de se lancer dans des voyages périlleux et d'être victimes des trafiquants et des passeurs. Il est donc nécessaire d'identifier le plus tôt possible les personnes ayant droit à une protection internationale et de fournir des informations à un stade précoce sur les risques de départ. La prévention et la résolution rapide des conflits qui déclenchent des déplacements forcés doivent toutefois être au centre des efforts internationaux, afin de créer de meilleures conditions de vie et de sécurité pour les personnes situées dans leur pays d'origine, ainsi que dans les pays voisins et les camps de réfugiés, et de faciliter leur retour rapide dans leur pays.

39. **M^{me} Pritchard** (Canada), dit que le Gouvernement canadien est un partenaire de longue date du HCR qu'il soutient depuis longtemps. La délégation canadienne se félicite de l'adoption de la résolution d'ensemble et du travail coordonné, efficace et rationnel du Haut-Commissaire et de son personnel pour répondre aux besoins de protection et d'assistance des réfugiés et autres personnes relevant de la compétence du HCR dans le monde entier. Ce travail est plus vital que jamais, compte tenu du nombre de plus en plus élevé de demandeurs d'asile, de réfugiés et d'autres personnes déplacées de force. En dépit des nombreux résultats obtenus dans le cadre des efforts de protection internationale, le droit de demander et de bénéficier de l'asile en tant que principe de non-refoulement a été remis en cause. Étant donné que l'appui indéfectible à la résolution d'ensemble est capital pour souligner l'appui international en faveur du mandat même du HCR, la délégation canadienne regrette qu'un vote ait été demandé et recommande vivement de revenir à l'adoption de résolutions humanitaires par consensus. Tous les États Membres devraient continuer de soutenir le HCR dans l'exécution de son mandat.

40. **M. Al Khalil** (République arabe syrienne), répondant aux observations faites par le représentant du Royaume-Uni, dit que lorsque le droit international et la Charte des Nations Unies seront respectés et que les conflits et les crises seront évités et prendront fin, il n'y aura ni déplacement ni besoin d'asile. La crise des réfugiés syriens ne doit pas être utilisée comme un moyen de chantage émotionnel ou politique. Plutôt que de se plaindre de la crise, le Royaume-Uni devrait lever les mesures unilatérales affectant la vie de millions de Syriens, ce qui permettrait le retour des réfugiés.

Point 66 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'enfant (suite)

a) Promotion et protection des droits de l'enfant (suite) (A/C.3/74/L.23)

Projet de résolution A/C.3/74/L.23 : Les filles

41. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

42. **M. Gumende** (Mozambique), présentant le projet de résolution au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), dit qu'il porte sur le droit à l'éducation et les obstacles qui empêchent les filles d'accéder à une éducation équitable et de qualité. Il aborde également les préoccupations socioéconomiques, les stéréotypes sexistes, les normes sociales défavorables, la médecine de la procréation, l'assainissement et la violence à l'égard des filles en milieu scolaire. Comme le projet de résolution actuel ne contient que des mises à jour techniques par rapport à la résolution adoptée à la soixante-douzième session, la Communauté de développement de l'Afrique australe attend avec impatience son adoption par consensus et invite les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à se joindre à la liste des auteurs.

43. **M. Yaremenko** (Ukraine), *Vice-Président, assume la présidence.*

44. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les délégations suivantes se portent coauteurs du projet de résolution : Algérie, Arménie, Bahamas, Bolivie (État plurinational de), Burkina Faso, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Ghana, Haïti, Kazakhstan, Kenya, Libéria, Libye, Malaisie, Mali, Maroc, Mongolie, Nicaragua, Paraguay, Philippines, Sénégal, Thaïlande, Tunisie, Turquie et Venezuela (République bolivarienne du). Il note ensuite que les délégations suivantes souhaitaient également se porter coauteurs : Bénin, Burundi, Cameroun, Égypte, Gambie, Nigéria, République dominicaine et Togo.

45. **M. Terva** (Finlande), prenant la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres ; des pays candidats, à savoir l'Albanie, le Monténégro, la Macédoine du Nord et la Serbie ; de la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association ; et, en outre, de la Géorgie et de la République de Moldova, déclare que le thème des filles, dont les droits ont été codifiés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, fait partie des domaines essentiels abordés dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing. En adoptant le projet de résolution, la Troisième Commission a réaffirmé sa ferme volonté

de protéger, de promouvoir et d'honorer les engagements énoncés dans ces documents.

46. Se félicitant de l'accent mis sur l'accès à l'éducation et à la santé universelle dans le projet de résolution, l'orateur appelle les États à éliminer les dispositions nationales autorisant l'exclusion scolaire des adolescentes enceintes, des jeunes mères et des filles victimes de mariages précoces et forcés, et à adopter des politiques de réinsertion et d'éducation inclusive leur permettant de rester ou de retourner rapidement à l'école.

47. Bien qu'elle appuie pleinement la majeure partie du contenu du projet de résolution, en particulier les passages concernant la promotion de la participation véritable, totale et sur un pied d'égalité de tous les enfants et adolescents à l'examen de toutes les questions qui les concernent et la sensibilisation à leurs droits, la délégation finlandaise regrette l'absence de consultation ouverte sur sa rédaction. Plusieurs progrès importants réalisés ces deux dernières années auraient pu apparaître dans le texte, notamment en ce qui concerne les événements et les engagements entourant le trentième anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant et les mises à jours potentielles sur les concepts clés. En outre, le paragraphe 11 est déséquilibré et ne reflète pas le consensus international qui prend en compte l'intérêt supérieur de l'enfant. La promotion et la protection des droits de tous les enfants, y compris des filles, sont essentielles pour le développement durable de toutes les sociétés et pour garantir la stabilité, la sécurité et la prospérité. L'Union européenne est prête à travailler avec tous les partenaires pour faire de ces objectifs une réalité pour tous.

48. *Le projet de résolution A/C.3/74/L.23 est adopté.*

49. **M^{me} Nemroff** (États-Unis d'Amérique) déclare que la délégation des États-Unis d'Amérique s'est associée au consensus sur le projet de résolution. En ce qui concerne les références, dans le projet de résolution, au Programme 2030, au Programme d'action d'Addis-Abeba, à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et aux droits économiques, sociaux et culturels, notamment ceux qui concernent l'éducation et la santé, la délégation américaine a fait part de ses préoccupations dans des déclarations détaillées faites à la 44^e séance de la Troisième Commission et à la 14^e séance plénière de l'Assemblée générale (voir A/74/PV.14).

50. Les États-Unis défendent la dignité humaine et soutiennent l'accès à des soins de santé de qualité pour les femmes et les filles tout au long de leur vie. La délégation américaine n'accepte toutefois pas les références à la « santé sexuelle et procréative », aux

« services de soins de santé sexuelle et procréative », à l'« interruption de grossesse réalisée en toute sécurité » ou à d'autres termes qui suggèrent ou indiquent explicitement que l'accès à l'avortement légal est nécessairement inclus dans les termes plus généraux de « services de santé » ou de « services de soins de santé » dans des contextes particuliers concernant les femmes. Chaque nation a le droit souverain de mettre en œuvre des programmes et des activités connexes en accord avec ses lois et ses politiques. Il n'existe ni droit international à l'avortement ni obligation pour les États de financer ou de faciliter l'avortement. En outre, conformément aux rapports et aux documents finaux de la Conférence internationale sur la population et le développement et de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, le Gouvernement américain ne reconnaît pas l'avortement comme une méthode de planification familiale et est défavorable à l'avortement dans le cadre de son assistance sanitaire internationale.

51. Les États-Unis appuient, selon qu'il convient, une éducation sexuelle centrée autour de la famille et dispensée au niveau local, contribuant à la santé optimale des adolescents, dans un contexte qui favorise l'épanouissement des jeunes et leur donne les moyens d'éviter les risques sexuels sous toutes leurs formes. Toutefois, la formulation « programmes donnant la priorité à l'éducation formelle et informelle qui soient complets », associée à l'expression « des orientations et des conseils appropriés, concernant la santé sexuelle et procréative » est inacceptable. L'utilisation de ces libellés banalise souvent l'expérimentation sexuelle des adolescents, ne tient pas compte des valeurs familiales, religieuses et communautaires et est incompatible avec les messages de santé publique qui visent à assurer le meilleur état de santé possible.

52. En ce qui concerne le vingt-deuxième alinéa du préambule, la délégation américaine note que le harcèlement, bien que condamnable, n'est pas nécessairement une violence physique. Dans la mesure où le paragraphe 24 fait référence aux châtiments en milieu scolaire, la délégation américaine considère que ces derniers sont de nature à constituer un acte de maltraitance à l'égard des enfants, conformément au droit interne. En ce qui concerne le seizième alinéa du préambule et les paragraphes 23 et 25, il est préférable d'utiliser l'expression « la pédopornographie et les autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant, souvent érigés en infraction et qualifiés de pornographie mettant en scène des enfants » plutôt que « la pédopornographie et les autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant ». Notant que toute implication d'enfants dans la prostitution est non consensuelle et criminelle, la délégation américaine

préfère les termes « traite et exploitation sexuelle des enfants », « exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales » ou « exploitation des enfants dans la prostitution » plutôt que le terme « prostitution des enfants » utilisé au seizième alinéa du préambule et au paragraphe 23. Par ailleurs, les termes « traite et migration forcée » évoqués au paragraphe 23 semblent indiquer un mouvement alors que le délit de traite des personnes tel que défini dans le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée n'est pas fondé sur les déplacements.

53. Enfin, la délégation américaine comprend que lorsque, au paragraphe 18, le projet de résolution appelle les États à adopter et à appliquer des lois établissant l'âge minimum du consentement et du mariage, cela est fait dans des termes qui sont en conformité avec les autorités fédérales et les États respectifs.

54. **Monseigneur Hansen** (Observateur du Saint-Siège) souligne que tous les États doivent respecter et défendre la dignité de tous les enfants sans se laisser détourner de leur objectif par les désaccords qui nuisent aux efforts communs nécessaires à cet égard. La délégation du Saint-Siège considère que les expressions « santé sexuelle et procréative », « services de santé sexuelle et procréative » et « droits en matière de procréation » font référence à une conception globale de la santé et que les termes d'avortement, d'accès à l'avortement ou d'accès à des substances abortives ne font pas partie de cette terminologie. En ce qui concerne les programmes d'éducation complets ou les informations relatives à la sexualité, les parents ont la responsabilité fondamentale et les droits prioritaires, y compris le droit à la liberté religieuse, en ce qui concerne l'éducation et l'instruction de leurs enfants, tels que consacrés, entre autres, par la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention relative aux droits de l'enfant.

55. **M^{me} McDowell** (Nouvelle-Zélande), parlant également au nom de l'Australie, du Canada, de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège et de la Suisse, déclare que le texte doit continuer d'évoluer dans ses futures versions. Il est regrettable que la révision litigieuse apportée oralement au paragraphe 11 du projet de résolution en 2017, qui a conduit de nombreux coauteurs à se retirer de la liste, continue d'apparaître dans le texte. Cette révision a affaibli le libellé initial sur l'égalité des genres et les programmes éducatifs complets, qui a été soigneusement rédigé et convenu dans plusieurs textes ayant fait l'objet d'un

consensus ces quatre dernières années, notamment d'autres résolutions et la Déclaration politique sur le VIH et le sida.

56. Il est également regrettable que l'expression « intérêt supérieur de l'enfant », acceptée à la soixante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme, n'ait pas été incluse. Cette solution reflète mieux la dernière formulation de compromis retenue sur la question. Les susceptibilités éventuelles sont déjà clairement ménagées dans le paragraphe original avec les références au fait qu'une telle éducation soit « adaptée à chaque âge », « en partenariat étroit » avec les parents et les tuteurs, et qu'elle vise « les adolescentes et adolescents et les jeunes femmes et jeunes hommes ». L'accès égal à une éducation sexuelle complète est essentiel pour garantir que tous les individus puissent grandir et apprendre dans des conditions de sécurité et de santé, armés de la confiance nécessaire pour réussir et exceller dans tous les domaines. Il est bien établi que les programmes fondés sur des données factuelles, dont l'égalité des genres, sont plus efficaces et permettent aux individus, en particulier les adolescentes et adolescents et les jeunes femmes et jeunes hommes, de prendre des décisions éclairées librement et en toute autonomie en matière de santé sexuelle et procréative.

57. **M. Molina Linares** (Guatemala) dit que le Guatemala est attaché au multilatéralisme et apprécie la pertinence des résolutions qui, comme celle qui vient d'être adoptée, réaffirment et reconnaissent les droits fondamentaux des enfants. Le Gouvernement guatémaltèque reste attaché au bien-être physique, social et mental de tous ses habitants. En ce qui concerne l'approche globale en matière de santé, la Constitution du Guatemala définit l'exercice du droit à la santé comme un droit fondamental pour tous les êtres humains, sans discrimination. La délégation guatémaltèque interprète les références à la santé sexuelle et procréative et aux services de soins de santé connexes conformément à l'article 3 de la Constitution, en vertu duquel l'État garantit et protège la vie humaine dès la conception, ainsi que l'intégrité et la sécurité de l'individu.

Point 70 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme (suite) (A/C.3/74/L.49)

Projet de résolution A/C.3/74/L.49 : Journée internationale de l'égalité de rémunération

58. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

59. **M^{me} Stankiewicz Von Ernst** (Islande), présentant le projet de résolution également au nom de l'Afrique

du Sud, de l'Allemagne, de l'Australie, du Canada, du Panama, de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse, dit que, selon le Rapport mondial sur les salaires 2018/19, dans toutes les régions, tous les pays et tous les secteurs, les femmes sont payées environ 20 % de moins que les hommes. Même si plusieurs conventions et autres instruments approuvent largement le principe de l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes pour un travail de valeur égale, la mise en application de ce principe s'est avérée difficile et les progrès en matière de réduction de l'écart salarial hommes-femmes ont été lents. L'objectif de la Journée internationale de l'égalité de rémunération, qui sera célébrée tous les ans le 18 septembre, à partir de 2020, est de soutenir et de célébrer les efforts et les progrès réalisés par les parties prenantes pour parvenir à l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale et d'encourager la prise de mesures supplémentaires.

60. À la suite de consultations tenues avec les délégations concernées, les modifications suivantes ont été apportées oralement au texte : le cinquième alinéa du préambule a été modifié comme suit : « Prenant note de l'action menée par la Coalition internationale pour l'égalité salariale », qui a été créée pour contribuer à la réalisation de l'objectif d'un salaire égal pour un travail de valeur égale et des objectifs de développement durable pertinents, en particulier de la cible 8.5 ; le dixième paragraphe du préambule est devenu le sixième paragraphe du préambule ; le huitième paragraphe du préambule est devenu le septième paragraphe du préambule et commence désormais par « Se félicite des contributions importantes apportées par la société civile » ; le paragraphe 2 commence désormais par « Invite tous les États Membres » ; et le paragraphe 3 a été mis à jour et se lit comme suit : « Invite l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et l'Organisation internationale du Travail, dans le cadre de leurs mandats respectifs et dans la limite des ressources disponibles, et en collaboration avec toutes les organisations concernées s'employant déjà à promouvoir l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale, à œuvrer ensemble pour faciliter la célébration de la Journée internationale de l'égalité de rémunération et à aider les États Membres qui en font la demande à célébrer la Journée ».

61. La délégation islandaise invite tous les États Membres qui ne se sont pas encore portés coauteurs du projet de résolution à le faire et se réjouit de travailler avec tous les partenaires pour célébrer la première Journée internationale de l'égalité de rémunération en 2020.

62. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les délégations suivantes se portent coauteurs du projet de résolution : Albanie, Algérie, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arménie, Autriche, Bahamas, Belgique, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chypre, Équateur, El Salvador, Émirats arabes unis, Érythrée, Ghana, Grèce, Guatemala, Haïti, Indonésie, Israël, Italie, Jamaïque, Kazakhstan, Libéria, Liechtenstein, Luxembourg, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mongolie, Monténégro, Pakistan, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Samoa, Saint-Marin, Serbie, Seychelles, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Thaïlande, Timor-Leste, Tunisie, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam et Zambie. Il note ensuite que les délégations suivantes souhaitent également se porter coauteurs : Côte d'Ivoire, Égypte, Inde, Jordanie, Malawi, Nicaragua, Nigéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République dominicaine, Ouganda, Royaume-Uni, Togo et Zimbabwe.

63. **M^{me} Jordyn Arndt** (États-Unis d'Amérique) déclare que la délégation des États-Unis d'Amérique s'est associée au consensus sur le projet de résolution. La loi de 1963 sur l'égalité de rémunération, le titre VII de la loi de 1964 sur les droits civils et la loi de 2009 de Lilly Ledbetter sur l'égalité salariale témoignent du soutien du Gouvernement américain envers le principe de l'égalité de rémunération entre hommes et femmes. La délégation américaine espérait que les principaux paragraphes du projet de résolution contiendraient l'expression « rémunération égale des femmes et des hommes pour un travail égal ou de valeur égale », qui reflète le libellé convenu dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing et figure depuis lors dans de nombreux documents de l'ONU. Pour la délégation américaine, cette expression promeut l'équité salariale entre hommes et femmes et le libellé a été accepté sur cette base. Les États-Unis l'ont mis en œuvre en observant le principe de « rémunération égale des femmes et des hommes pour un travail égal ».

64. Manifestant sa volonté de rendre les femmes du monde entier économiquement autonomes, le Gouvernement des États-Unis a lancé en février 2019 l'Initiative mondiale en faveur du développement et de la prospérité des femmes. Elle vise à aider des millions de femmes dans le monde en développement à trouver des débouchés au niveau local en favorisant le développement de la main-d'œuvre et la formation professionnelle, en améliorant l'accès à l'assistance financière et technique et en adoptant des normes de protection juridique, réglementaire et sociale plus

strictes afin que les pays en développement parviennent à l'autonomie sur le plan économique et deviennent plus stables, sûrs et prospères. En ce qui concerne les références, dans le projet de résolution, au Programme 2030 et aux documents finaux de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de ses conférences d'examen quinquennales, la délégation américaine a fait part de ses préoccupations lors d'une déclaration détaillée prononcée à la 44^e séance.

65. *Le projet de résolution A/C.3/74/L.49, tel que révisé oralement, est adopté.*

66. **M. Terva** (Finlande), prenant la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres ; des pays candidats, à savoir l'Albanie, la Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie et la Turquie ; de la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association ; et, en outre, de la Géorgie et la République de Moldova, dit que l'initiative de la Journée internationale de l'égalité de rémunération ne pouvait être plus opportune, à la lumière du centenaire de l'Organisation internationale du travail (OIT). L'adoption de la Déclaration du centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail et de la Convention de 2019 sur la violence et le harcèlement (n° 190) témoigne de la volonté de la communauté internationale de s'attaquer aux causes sous-jacentes des inégalités de rémunération.

67. La semaine précédente, à l'occasion de la Journée européenne de l'égalité salariale, la présidente élue de la Commission européenne a annoncé son intention d'adopter de nouvelles mesures pour s'attaquer aux causes profondes de l'écart salarial femmes-hommes. La préparation du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing est également l'occasion d'intensifier l'action en faveur de l'égalité des genres sur le lieu de travail. Dans ce contexte, l'Union européenne et ses États membres se félicitent du fait que l'égalité de rémunération sera un thème central du Forum Générations Égalité, qui sera convoqué en 2020 par ONU-Femmes et coprésidé par la France et le Mexique.

68. **M^{me} Fangco** (Philippines) fait savoir que les Philippines, qui ont participé activement à l'élaboration de la Déclaration universelle des droits de l'homme, considèrent la promotion de l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes comme une priorité essentielle. En dépit de divers problèmes de développement, la République des Philippines continue de faire de grands progrès à cet égard et arrive en tête des pays asiatiques dans le classement de l'Indice mondial des disparités entre hommes et femmes. La proclamation du 18 septembre comme Journée

internationale de l'égalité de rémunération pourrait encourager tous les États, le secteur privé et les autres parties prenantes à promouvoir de plus amples mesures pour parvenir à une rémunération égale pour un travail de valeur égale. Avec sa Magna Carta des femmes, le Gouvernement philippin cherche à assurer l'égalité de traitement des hommes et des femmes devant la loi ; l'égalité des chances dans l'emploi et l'accès aux ressources et au développement ; l'égalité des droits à l'éducation, à la formation, à l'emploi et à un travail décent, et la protection sociale. Le Gouvernement philippin s'efforcera d'atteindre ces objectifs grâce à des partenariats public-privé et des campagnes de sensibilisation réalisées à l'occasion de la Journée internationale de l'égalité de rémunération. Ces droits doivent également être appliqués aux travailleuses migrantes, afin de les rendre moins vulnérables aux mauvais traitements et à l'exploitation, et de les aider à passer de l'économie informelle à l'économie formelle, le cas échéant.

b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (suite)

(A/C.3/74/L.25, A/C.3/74/L.34, A/C.3/74/L.35/Rev.1, A/C.3/74/L.52/Rev.1 et A/C.3/74/L.53/Rev.1)

Projet de résolution A/C.3/74/L.25 : Liberté de religion ou de conviction

69. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

70. **M. Terva** (Finlande), présentant le projet de résolution au nom de l'Union européenne et de ses États membres ; des pays candidats, à savoir l'Albanie, la Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie et la Turquie ; de la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association ; ainsi que de la Géorgie et de la République de Moldova, dit que les priorités essentielles de la politique des droits de l'homme de l'Union européenne sont de promouvoir et de protéger la liberté de religion ou de conviction en tant que droit de l'homme universel et d'éliminer la discrimination fondée sur la religion ou la conviction. La liberté de religion ou de conviction garantit le respect de la diversité, et son libre exercice contribue à la démocratie, au développement, à l'état de droit, à la paix et à la stabilité.

71. Afin de mettre l'accent sur la mise en œuvre, seules des mises à jour techniques ont été apportées au texte. L'Union européenne a pris des mesures pour faire avancer la mise en œuvre de la résolution au niveau

régional et de promouvoir son application ailleurs dans le monde. Le bilan du Processus d'Istanbul relatif à la lutte contre l'intolérance, la discrimination et l'incitation à la haine ou à la violence fondées sur la religion ou la conviction, réalisé en avril 2019 lors d'une réunion tenue à Genève sous les auspices conjoints de la délégation de l'Union européenne, du Danemark et du Groupe des droits universels, et la septième réunion du Processus d'Istanbul, qui se tiendra prochainement sous l'égide des Pays-Bas et du Groupe des droits universels, témoignent concrètement de la volonté des États membres de l'Union européenne d'accomplir des progrès sur tous les fronts. L'adoption par consensus du projet de résolution annoncera clairement à l'opinion publique mondiale qu'il importe de protéger ces droits.

72. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les délégations suivantes se portent coauteurs du projet de résolution : Andorre, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Chili, Costa Rica, El Salvador, Haïti, Islande, Israël, Japon, Libéria, Madagascar, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, République de Corée, République dominicaine, Saint-Marin, Serbie, Seychelles, Suisse, Thaïlande et Uruguay. Il note ensuite que l'Angola, l'Ouganda et la République de Cabo Verde souhaitent également se porter coauteurs.

73. *Le projet de résolution A/C.3/74/L.25 est adopté.*

Projet de résolution A/C.3/74/L.34 : Terrorisme et droits de l'homme

74. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

75. **M. Elizondo Belden** (Mexique), présentant le projet de résolution, précise que le texte ne contient que des mises à jour techniques par rapport à la résolution 73/174 de l'Assemblée générale, adoptée l'année précédente par consensus. Dans cette résolution, le texte, issu de la synthèse de deux résolutions reflétant la nécessité de protéger les droits de l'homme et de lutter contre le terrorisme, était équilibré. En effet, des efforts ont été faits pour dépasser les clivages et chercher à prendre des mesures coordonnées, concertées et efficaces qui soient pleinement respectueuses des droits de l'homme. Le terrorisme est une menace grave qui met à l'épreuve les valeurs et les principes de la société. Il est donc essentiel, pour lutter contre ce fléau, de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales en tout temps et de prévenir les violations, qu'elles soient commises par les États dans le cadre de leurs activités antiterroristes ou qu'elles

résultent d'actes perpétrés par des groupes terroristes. Les droits des victimes doivent primer sur toute autre considération.

76. La délégation mexicaine reconnaît que, même s'il préserve l'équilibre de l'année précédente, le texte ne répond toujours pas à toutes les préoccupations des États Membres. Il faut redoubler d'efforts pour renforcer l'approche fondée sur les droits de l'homme, qui constitue la base fondamentale de la lutte contre le terrorisme. Le texte constitue un point de départ pour approfondir le dialogue avec les États et inclure les organisations de la société civile, tout en reconnaissant que des mesures efficaces de lutte contre le terrorisme et la protection des droits de l'homme sont des objectifs complémentaires et qui se renforcent mutuellement.

77. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les délégations suivantes se portent coauteurs du projet de résolution : Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Belgique, Belize, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Jordanie, Lettonie, Liban, Lituanie, Luxembourg, Mali, Malte, Maroc, Niger, Nigéria, Pologne, Portugal, République dominicaine, Roumanie, Sénégal, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Suède, Tchèque, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du) et Zambie. Il note ensuite que les délégations suivantes souhaitent également se porter coauteurs : Bénin, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Guatemala, et Macédoine du Nord.

78. **M. Moussa** (Égypte) dit que le projet de résolution dont la Commission est saisie fournit un texte fort et équilibré qui aborde le fléau du terrorisme de manière non sélective, globale et holistique. Ces dernières années, le monde a connu une funeste série de graves atrocités liées au terrorisme, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique. Le terrorisme a une influence directe et préjudiciable sur la pleine jouissance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, entravant plusieurs droits politiques, civils, économiques, sociaux et culturels. L'adoption du projet de résolution enverra un message d'unité fort et sans équivoque dans la lutte contre le terrorisme.

79. *Le projet de résolution A/C.3/74/L.34 est adopté.*

80. **M. Bentley** (États-Unis d'Amérique) dit que si la délégation américaine a accepté de maintenir le consensus sur le projet de résolution, elle souhaite préciser la façon dont elle interprète le texte et se dissocier des paragraphes 14 et 30.

81. D'après ce que la délégation américaine comprend, le paragraphe 8 de la résolution fait référence à l'importance de garantir l'accès à la justice et le respect du principe de responsabilité, conformément au droit international en vigueur. La référence, au paragraphe 9, au fait que les États doivent agir « conformément aux obligations découlant du droit international » signifie que, si un État s'acquitte des actes énoncés dans le cadre de son système de justice pénale, il doit le faire d'une manière compatible avec les obligations internationales qui lui sont applicables. Il ne faut pas en déduire qu'elle suggère l'existence d'obligations particulières s'agissant de mettre en œuvre les actions décrites, et rien dans le projet de résolution demandant aux États de prendre certaines mesures pour lutter contre le terrorisme ne modifie les obligations qui leur incombent en vertu du droit international.

82. Il est entendu dans le paragraphe 13 que les États doivent respecter leurs obligations internationales, y compris les dispositions de non-discrimination des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels ils sont parties, le cas échéant, lorsqu'ils prennent des mesures pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

83. La délégation américaine rejette le paragraphe 14 qu'elle considère comme une attaque injuste et à peine voilée contre la loi des États-Unis sur le soutien matériel et comme un appel trop appuyé aux États pour qu'ils veillent à ce que leur législation antiterroriste ne fasse pas obstacle à l'aide humanitaire, même si les terroristes bénéficient de ces activités. Les États-Unis appuient les acteurs humanitaires dans le rôle vital qu'ils jouent pour alléger les souffrances des personnes déplacées et autres victimes du terrorisme. Toutefois, le droit international ne contraint pas les pays à autoriser l'acheminement sans restriction d'une aide, humanitaire ou non, à des individus ou des groupes terroristes, ou encore à autoriser la fourniture d'un appui à ces groupes ou individus dans le cadre de prétendues activités humanitaires ou autres. La formulation utilisée dans ce paragraphe n'a aucune incidence sur l'obligation contraignante qu'ont les États Membres d'interdire à leurs nationaux, et aux personnes résidant sur leur territoire, de fournir des fonds ou autres ressources économiques à des organisations ou autres individus terroristes, ou de faire en sorte que leur législation leur permette de poursuivre et de sanctionner le financement délibéré de groupes et d'individus terroristes, à quelque fin que ce soit et même en l'absence d'un lien avec un acte terroriste précis. Quiconque voudrait s'appuyer sur le langage fallacieux et préjudiciable du paragraphe 14 devrait comprendre qu'il appelle les États à veiller

uniquement à ce que leurs efforts de lutte antiterroriste soient mis en œuvre de manière appropriée et conforme à leurs obligations internationales. Il convient de saisir les occasions qui se présenteront à l'avenir pour corriger la formulation en conséquence.

84. La délégation américaine craint également que l'appel lancé aux États, au paragraphe 28, afin de ne pas entraver les activités des organisations de la société civile ne soit aussi mal interprété. La délégation américaine entend que seuls les États doivent respecter leurs obligations internationales à cet égard. Elle se dissocie également du paragraphe 30, qui est incompatible avec certaines exceptions précises à la liberté d'expression autorisées par la Constitution des États-Unis et avec l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Si les États-Unis sont déterminés à coopérer afin de contrer la propagande extrémiste violente et l'incitation à la violence sur Internet et les médias sociaux, le langage employé dans le paragraphe peut être utilisé pour encourager des restrictions excessives à la liberté d'expression, en particulier en ligne.

85. **M. Ranger** (Nouvelle-Zélande), s'exprimant également au nom de l'Australie, du Canada, de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège et de la Suisse, dit que les délégations de ces pays appuient les efforts visant à simplifier les résolutions portant sur des thèmes similaires au sein de la Troisième Commission. Néanmoins, le projet de résolution actuel étant une reconduction technique du texte fusionné de l'année précédente, les préoccupations exprimées à l'époque restent d'actualité. Les profondes préoccupations sont le résultat de la fusion de deux résolutions portant sur deux types de violations des droits de l'homme apparentées, mais très différentes. La résolution 72/180 de l'Assemblée générale souligne qu'il est important que les gouvernements se conforment à leurs obligations internationales dans le cadre de leurs efforts de lutte contre le terrorisme, tandis que la résolution 72/246 analyse la manière dont les terroristes eux-mêmes violent les droits de l'homme.

86. À la lumière de l'examen prochain de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies en 2020, les délégations réitèrent leur appel à inclure dans les futures versions de la résolution 72/180 des passages essentiels sur les droits de l'homme, sans lesquels le projet de résolution actuel ne constitue pas une synthèse des deux résolutions et n'est donc pas viable. Les délégations réaffirment leur soutien continu aux travaux de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste et appellent tous les États à coopérer avec elle dans le cadre de son mandat.

Projet de résolution A/C.3/74/L.35/Rev.1 : Protection des migrants

87. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

88. **M. de la Fuente Ramirez** (Mexique), présentant le projet de résolution, dit que 20 ans après l'adoption de la première résolution de la Troisième Commission sur la protection des migrants et un an après l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, la délégation mexicaine cherche, dans le présent projet de résolution, à réaffirmer les obligations qui incombent aux pays de transit et de destination en ce qui concerne la protection et le respect des droits fondamentaux de millions de migrants dans le monde. Dans le texte, les contributions spécifiques des migrants, telles qu'établies dans le Programme 2030, sont à nouveau reconnues. Pour la première fois, cependant, le texte fait des références explicites à la nécessité de réaliser des efforts communs sur le plan international pour rechercher les migrants disparus ou décédés, ainsi qu'aux déplacements de populations transfrontalières causés par les changements climatiques et les catastrophes naturelles.

89. Compte tenu de la nécessité d'analyser et de prendre en compte les approches et les préoccupations nombreuse et diverses sur la question, le texte final reflète la vigueur du multilatéralisme et de la diversité. En fin de compte, l'enseignement tiré est qu'aucun pays ne peut gérer cette question seul. Bien que tous les États Membres conservent le droit souverain d'établir leurs propres politiques migratoires, la souveraineté et les droits de l'homme ne sont pas nécessairement des notions contradictoires. Au contraire, l'on ne saurait faire meilleur usage de la souveraineté qu'en coopérant avec d'autres pays pour traiter des questions qui sont par définition transnationales. Toutes les délégations qui ne l'ont pas encore fait sont invitées à se joindre à la liste des coauteurs.

90. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) annonce que les délégations suivantes se sont portées coauteurs du projet de résolution : Afrique du Sud, Argentine, Arménie, Bangladesh, Bélarus, Belize, Burkina Faso, Cabo Verde, Canada, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Chypre, El Salvador, Espagne, Guatemala, Honduras, Luxembourg, Mali, Nicaragua, Panama, Paraguay, Philippines, Suède, Turquie et Uruguay. Il note ensuite que les délégations suivantes souhaitent également se porter coauteurs : Égypte, Kirghizistan, Nigéria, Seychelles et Tadjikistan.

91. **M^{me} Tasuja** (Estonie) dit que la délégation estonienne reconnaît que la migration est un phénomène mondial qui exige des efforts communs, mais que le

Pacte mondial ne fait pas la moindre obligation juridique à l'Estonie. Le Gouvernement estonien ne considère pas le Pacte comme preuve de la pratique étatique ou de l'opinio juris pour l'émergence du droit international coutumier. Dans l'hypothèse où une disposition contraignante serait créée ou adoptée sur la base du Pacte, l'Estonie ne sera pas liée par une telle disposition en vertu du droit international.

92. **M. de Souza Monteiro** (Brésil) déclare que la délégation brésilienne reconnaît le caractère multidimensionnel des migrations internationales, qui requiert à la fois une coopération régionale et bilatérale pour relever les défis des migrations rencontrés par les pays d'origine, de transit et de destination. Elle prend également acte de la complexité des flux migratoires et partage les inquiétudes exprimées au sujet du grand nombre de migrants se trouvant en situation de risque et de vulnérabilité en franchissant des frontières internationales. Il faut une action internationale concertée pour lutter contre l'augmentation des réseaux de trafic illicite de migrants et de traite des personnes dans le monde entier. Dans l'action qu'il mène pour surmonter les difficultés migratoires, le Gouvernement brésilien respecte pleinement le droit international et le droit international des droits de l'homme et a mis en place une législation interne complète qui reconnaît pleinement les droits fondamentaux des migrants et qui garantit leur accès aux services publics de base.

93. Le Brésil reste déterminé à maintenir une politique de la porte ouverte vis-à-vis des migrants et des réfugiés en provenance du Venezuela. Entre 2015 et 2019, le Gouvernement a enregistré plus de 178 000 demandes de résidence provisoire de réfugiés, notamment de plus de 2 500 enfants et adolescents non accompagnés. Bien que le Gouvernement soit très attaché au rôle du dialogue, la politique migratoire est toutefois essentiellement une prérogative nationale qui touche à l'essence même de la souveraineté, à savoir au droit et à l'obligation des États de maintenir le contrôle sur leurs propres frontières et territoire. La délégation brésilienne se joint au consensus sur le projet de résolution, mais se dissocie des paragraphes mentionnant le Pacte mondial sur les migrations, qui ne répond pas concrètement aux difficultés actuelles en matière de migration internationale. Le Brésil n'est pas partie au Pacte et ne participera pas au Forum d'examen des migrations internationales.

94. *Le projet de résolution A/C.3/74/L.35/Rev.1 est adopté.*

95. **M^{me} Nemroff** (États-Unis d'Amérique) dit que les États-Unis prennent très au sérieux la responsabilité qui leur incombe de protéger les droits fondamentaux de

toutes les personnes se trouvant sur leurs territoires et relevant de leur juridiction, quel que soit leur statut migratoire ; les autres États devraient en faire de même. Néanmoins, les termes « migration » et « migrant » ne sont pas bien définis dans le droit international, et les États-Unis maintiennent le droit souverain de faciliter ou de restreindre l'accès à leur territoire conformément à leurs lois, politiques et intérêts, sous réserve de leurs obligations internationales existantes. Aucune des dispositions du projet de résolution ne crée ni n'affecte les droits ou les obligations des États en vertu du droit international. La référence à une double obligation juridique est inappropriée.

96. En ce qui concerne les références faites, dans le projet de résolution, aux changements climatiques, au Programme 2030 et au Pacte mondial sur les migrations, la délégation américaine a adressé ses préoccupations dans une déclaration détaillée faite à la 44^{ème} séance de la Troisième Commission et dans une déclaration publiée le 7 décembre 2018 en rapport avec le Pacte. La délégation américaine souhaite se dissocier des références à la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants ; elle a expliqué sa position sur ce document dans l'annexe à la lettre datée du 29 septembre 2016 (A/71/415) qui a été distribuée.

97. La délégation américaine souhaite également se dissocier du libellé qui suggère indûment que les lois qui considèrent la migration irrégulière comme une infraction d'ordre pénal plutôt que comme un délit administratif pourraient avoir comme effet de dénier aux migrants la pleine jouissance de leurs droits de l'homme et de leurs libertés fondamentales. En outre, elle se dissocie du paragraphe sur l'arrestation et la détention arbitraires. Les États-Unis s'opposent à la détention arbitraire, conformément à leur Constitution, leurs lois nationales et leurs obligations internationales. Néanmoins, dans certains cas, la détention de migrants ou de demandeurs d'asile est légitime et nécessaire pour des raisons de sécurité publique et nationale.

98. De plus, la délégation américaine se dissocie du libellé concernant les systèmes et procédures applicables aux enfants migrants. Les pratiques actuelles du Gouvernement des États-Unis sont conformes à l'engagement qu'il a pris de veiller à ce que ces enfants soient traités dans des conditions de sécurité physique et matérielle. La délégation américaine n'interprète pas la résolution comme impliquant que les États doivent adhérer à des instruments internationaux auxquels ils ne sont pas parties, ni mettre en œuvre ces instruments ou s'acquitter d'obligations en vertu de ces derniers, y compris du principe de l'intérêt supérieur de l'enfant découlant de la Convention relative aux droits de l'enfant.

99. Enfin, la délégation américaine se dissocie du paragraphe qui engage les États à protéger les migrants afin qu'ils ne soient pas victimes de la criminalité organisée. Le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée n'interdit pas aux États de criminaliser les actes de migrants qui ont été introduits clandestinement dans un pays. Les États doivent établir une distinction entre le trafic illicite des personnes et la traite des êtres humains.

100. **M. Skoknic Tapia** (Chili) annonce que la politique migratoire du Chili est fondée sur les principes de protection et de respect des droits fondamentaux universels de toutes les personnes, le droit de toute personne de circuler librement sur le territoire d'un État dans lequel elle se trouve légalement et le droit souverain de chaque État de déterminer sa propre politique nationale de migration, conformément à ses obligations internationales. La délégation chilienne affirme l'importance du multilatéralisme et est attachée à la coopération internationale, ainsi qu'à la coopération bilatérale et régionale en matière de migration. Néanmoins, le Chili n'est pas partie au Pacte mondial sur les migrations et son contenu n'est en aucun cas contraignant pour le Gouvernement chilien. Par conséquent, la délégation chilienne se dissocie des paragraphes contenant des références au Pacte ou au Forum d'examen des migrations internationales, étant entendu qu'ils s'appliquent uniquement aux États parties du Pacte.

101. **M. Ruiz** (Philippines) dit que les Philippines émigrent depuis des décennies pour travailler, étudier ou d'autres raisons. Il serait aujourd'hui difficile de trouver un pays dans lequel il n'y a pas de migrants philippins. Conscient que ces migrants sont des partenaires du développement national, le Gouvernement philippin considère que leur protection et leur capacité à exercer leurs droits de l'homme et leurs libertés fondamentales revêtent la plus haute importance. À cet égard, la délégation philippine se félicite de la référence faite dans le projet de résolution au Pacte mondial sur les migrations et de l'importance accordée au développement d'un marché des envois de fonds plus favorable et ouvert. Elle se félicite également de l'accent mis sur l'importance de la coopération internationale pour prévenir les risques de décès et de blessure des migrants, et identifier les migrants décédés ou disparus.

102. **M^{me} Charikhi** (Algérie) fait savoir que la délégation algérienne a rejoint le consensus sur le projet de résolution en reconnaissance de l'obligation de protéger les droits de l'homme de tous, y compris ceux

des migrants. Néanmoins, elle se dissocie des références au Pacte mondial sur les migrations, qui ne font pas de distinction entre les migrations régulières et irrégulières et ne mentionnent pas les causes sous-jacentes de la migration. Ces failles font du Pacte un outil inefficace pour lutter contre la contrebande, cette dernière constituant un problème complexe qui ne pourra que s'aggraver en l'absence de mesures spécifiques élaborées conjointement pour faire face à la recrudescence des conflits armés, éliminer la pauvreté et l'insécurité alimentaire et mettre en œuvre des solutions globales afin de lutter contre les effets dévastateurs des catastrophes naturelles. De plus, si les mesures mises en place dans le cadre du Pacte pour gérer les flux migratoires sont louables, elles sont aussi inefficaces en l'absence d'une stratégie mondiale visant à éliminer ces causes sous-jacentes.

103. La délégation algérienne demeure profondément déterminée à assurer le respect, la protection et la promotion des droits de l'homme, y compris pour les migrants, conformément aux accords internationaux ratifiés par l'Algérie, notamment, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui est juridiquement contraignant et la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

104. **M. Salah** (Libye) déclare que même si la délégation libyenne a rejoint le consensus sur le projet de résolution, car elle est résolument favorable à la promotion et à la protection des droits de l'homme et estime que le consensus dans l'adoption des résolutions de l'Organisation des Nations Unies renforce leur mise en œuvre effective, elle se dissocie des paragraphes mentionnant le Pacte mondial sur les migrations, qui ne s'applique pas à la Libye pour les raisons exposées en 2018, au moment de l'adoption de la résolution 73/195 de l'Assemblée générale approuvant le Pacte. La décision de maintenir le consensus ne modifie en rien cette position.

105. **M^{me} de Martino** (Italie) dit que la délégation italienne attache une grande importance à la protection et à la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales des migrants, en particulier ceux qui sont en situation de vulnérabilité, et condamne toutes les formes de discrimination à l'égard des migrants. Néanmoins, la décision de la délégation italienne de se joindre au consensus sur le projet de résolution ne modifie pas sa position sur le Pacte mondial sur les migrations, comme elle l'a indiqué lorsque ce dernier a été approuvé par l'Assemblée générale.

106. **M^{me} Bogyay** (Hongrie) fait savoir que la délégation hongroise est attachée au respect des

instruments internationaux des droits de l'homme, y compris pour l'adoption et l'application de la législation interne en matière de migration. Néanmoins, la migration ne doit pas être qualifiée comme un droit humain fondamental. Tous les États ont le droit de définir leurs politiques en matière de migration afin de protéger leurs frontières et de fournir une protection contre les réseaux criminels qui exploitent la situation souvent vulnérable des populations en situation de déplacement. Les États devraient notamment éviter de créer des facteurs d'attraction pour la migration clandestine, car cela génère de nouvelles possibilités pour les trafiquants et les passeurs. En outre, le fait de promouvoir la migration ne règle pas les problèmes socioéconomiques, politiques ou environnementaux dans les pays d'origine. Au lieu de cela, des mesures devraient être prises pour remédier aux causes profondes, notamment grâce à la prévention des conflits, le développement durable et le respect des droits de l'homme. Pour ces raisons, la Hongrie a voté contre la résolution de l'Assemblée générale sur le Pacte mondial sur les migrations et ne participera pas à sa mise en œuvre. La délégation hongroise se dissocie donc des paragraphes mentionnant le Pacte ou le Forum d'examen des migrations internationales.

107. **M^{re} Hansen** (Observateur du Saint-Siège) déclare que la délégation du Saint-Siège se félicite des références faites dans le projet de résolution aux deux résultats importants obtenus à l'issue des travaux entrepris depuis l'adoption du Programme 2030 et de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, à savoir : le Pacte mondial sur les migrations, qui constitue une grande étape, et le Forum d'examen des migrations internationales, qui vise non seulement à évaluer la mise en œuvre du Pacte, mais aussi à recenser les principales difficultés et possibilités, les questions nouvelles et la portée de la future coopération internationale sur la question. La délégation du Saint-Siège se félicite également de l'attention accordée à la flambée des attitudes discriminatoires, racistes et xénophobes à l'encontre des migrants et à la nécessité de renforcer la vigilance face aux nouvelles formes de comportement qui accentuent les souffrances chez les migrants.

108. **M. Woodroffe** (Royaume-Uni) précise que la délégation du Royaume-Uni se félicite de l'accent mis dans le projet de résolution sur la nécessité de lutter contre la discrimination à l'égard des migrants et de promouvoir un débat public libre et fondé sur des données factuelles en matière de migration. Elle se félicite également de l'accent mis sur le recrutement équitable et éthique, ainsi que sur la nécessité de protéger les travailleurs migrants contre l'exploitation.

L'attention accrue accordée à ces deux domaines reflète le lien solide entre le Pacte mondial sur les migrations et les travaux de la Troisième Commission. Le Pacte, qui n'aborde pas uniquement les droits de l'homme mais aussi une série de questions beaucoup plus larges, présente une approche commune de la coopération internationale et des engagements multilatéraux, afin d'optimiser les avantages de la migration légale et de s'attaquer aux difficultés croissantes des migrations irrégulières.

109. Bien que la délégation du Saint-Siège se soit associée au consensus sur le projet de résolution, elle souhaite clarifier sa position sur deux questions. Comme indiqué dans le Pacte mondial sur les migrations, un pays a le droit souverain de décider de ses politiques d'immigration. Lorsque ces politiques ne sont pas respectées, les États devraient avoir le droit de définir la violation comme une infraction d'ordre pénal plutôt que comme un délit administratif, conformément à leur législation interne et aux normes internationales convenues, ainsi qu'à leurs obligations en matière de droits de l'homme. En ce qui concerne l'opposition à la détention des enfants, bien que, dans des cas exceptionnels, il puisse s'avérer nécessaire de placer des enfants en détention afin de déterminer leur statut migratoire, cela ne devrait se faire qu'en dernier recours, dans un cadre le moins restrictif possible, le moins longtemps possible, dans des conditions qui respectent pleinement les droits fondamentaux de chaque enfant et d'une manière qui tienne compte en priorité de leur intérêt supérieur.

110. **M. Molina Linares** (Guatemala) affirme que le projet de résolution reconnaît la contribution inestimable des migrations au développement de toutes les sociétés. Le Pacte mondial est l'un des premiers processus qui place l'être humain au cœur de ses préoccupations. Les mesures à prendre en matière de migration doivent être durables, humaines, coordonnées et globales, et appliquées de manière commune et systématique, par tous les États, afin d'assurer la protection des travailleurs migrants et de leur famille et le plein respect des droits fondamentaux de tous les migrants, quel que soit leur statut, dans les pays d'origine, de transit, de destination et de retour. La migration ne doit pas être abordée selon une approche exclusivement basée sur la sécurité, qui incrimine les migrants et les migrations irrégulières, mais du point de vue des droits de l'homme. Elle ne devrait pas être considérée comme un problème potentiellement nuisible, mais comme un processus social naturel commun à toutes les cultures à travers l'histoire, qui ouvre des perspectives et contribue au développement à la fois dans les pays d'origine et d'accueil.

Projet de résolution A/C.3/74/L.52/Rev.1 : Centre sous-régional des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale

<https://undocs.org/en/A/C.3/74/L.52/Rev.1>

111. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

112. **M^{me} Banaken Elél** (Cameroun), présentant le projet de résolution au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, dit que, depuis sa création à la demande des pays de l'Afrique centrale, le Centre sous-régional des droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale a entrepris d'importantes activités dans le domaine des droits de l'homme dans l'intérêt des institutions gouvernementales, des groupes professionnels, des institutions nationales des droits de l'homme et d'autres organisations de la société civile. Le présent projet de résolution ne contient que des mises à jour techniques par rapport à la résolution 72/187 de l'Assemblée générale. L'oratrice appelle tous les États qui ne l'ont pas encore fait à se joindre à la liste des coauteurs.

113. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) précise que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Algérie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Cabo Verde, Canada, Égypte, Grèce, Hongrie, Japon, Kenya, Libéria, Luxembourg, Maroc, Roumanie et Soudan. Il note ensuite que les délégations suivantes se portent également coauteurs : Érythrée, Ghana, Namibie, Nigéria, Mozambique, Ouganda et Zambie.

114. *Le projet de résolution A/C.3/74/L.52/Rev.1 est adopté.*

Projet de résolution A/C.3/74/L.53/Rev.1 : Centre de formation et de documentation des Nations Unies sur les droits de l'homme pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe

115. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

116. **M^{me} Al-Temimi** (Qatar), présentant le projet de résolution, souligne que le Centre de formation et de documentation des Nations Unies sur les droits de l'homme pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe, créé par la résolution 60/153 de l'Assemblée générale, a pour mission de mener des activités de formation et de documentation sur les droits de l'homme et d'appuyer les initiatives correspondantes prises dans la région par les gouvernements, les organismes et programmes des Nations Unies, les institutions nationales des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales. Comme il est indiqué dans le projet de résolution, le

Centre mène également des activités de renforcement des capacités portant sur les droits politiques, civils, sociaux et économiques et la lutte contre toutes les formes de xénophobie et de discrimination. En outre, le Centre s'est acquitté de son mandat de manière plus efficace et efficiente, a mené des activités de sensibilisation dans les États arabes et d'autres États de la région et a augmenté le nombre de ses bénéficiaires. L'oratrice espère que le projet de résolution, qui permet de promouvoir les droits de l'homme, sera adopté par consensus et prie les États qui ne l'ont pas encore fait de se joindre à la liste des coauteurs.

117. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) dit que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Afghanistan, Australie, Bosnie-Herzégovine, Canada, El Salvador, Fidji, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Malaisie, Maroc, Oman, Pakistan, Soudan, Tunisie, Turquie, États-Unis d'Amérique et Venezuela (République bolivarienne du). Il note ensuite que le Ghana, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et l'Ouganda souhaitent également se porter coauteurs.

118. **M. Al Khalil** (République arabe syrienne), prenant la parole pour expliquer son vote avant le vote, déclare que la délégation syrienne souhaite demander un vote enregistré sur le projet de résolution afin d'exprimer son objection, non au contenu du texte, mais à la délégation réputée apte à présenter un projet de résolution sur les droits de l'homme. Les autorités qataries refusent toujours de classer l'Organisation de libération du Levant comme un groupe terroriste et l'on sait très bien qu'elles versent des rançons à cette organisation pour libérer des otages en Syrie et en Iraq, ainsi qu'à l'État islamique d'Iraq et du Levant, en violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité qui interdisent ces pratiques. De plus, la moitié du Qatar est occupée par des bases militaires appartenant aux États Unis et à la Turquie, tandis que le reste du territoire accueille des groupes terroristes, y compris les Talibans.

119. **M^{me} Alnesf** (Qatar) dit que, bien que le Centre de formation et de documentation soit hébergé par le Qatar, il s'agit d'une entité de l'ONU qui a oeuvré avec acharnement pour s'acquitter de son mandat, dans un domaine qui revêt une grande importance pour la région. Il est donc regrettable que le représentant de la République arabe syrienne ait demandé un vote, soulevé des questions sans aucun rapport avec le texte même du projet de résolution et formulé des accusations directes à l'encontre du Qatar. L'oratrice invite par conséquent les États Membres à voter en faveur du projet de résolution, sur la base des travaux réalisés par le Centre au cours des 13 dernières années.

120. *Il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution A/C.3/74/L.53/Rev.1.*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Antigua-et-Barbuda, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Tchèque, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

République arabe syrienne.

S'abstiennent :

Iran (République islamique d'), Palaos.

121. *Le projet de résolution A/C.3/74/L.53/Rev.1 est adopté par 176 voix contre 1, avec 2 abstentions.*

122. **M. Thompson** (États-Unis d'Amérique) dit que l'adoption du projet de résolution permet de souligner à quel point les travaux du Centre de formation et de documentation des Nations Unies sur les droits de l'homme pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe sont utiles pour renforcer les droits de l'homme.

La séance est levée à 12 h 50.